



Le 14 avril 21

Illusion d'un dialogue social à TDF ?

Les négociations à TDF se sont déroulées à marche forcée. Le distanciel n'y a rien changé, pas plus que les demandes de la CGT de les repousser et d'aborder les thèmes urgents et essentiels aux salariés et à TDF.

Le handicap, la GPEC ? Pas urgent ! C'est la direction qui effectue le tri entre ce qui doit être abordé dans l'immédiat et ce qui peut attendre, parfois depuis des années.

Au moins sept textes ont été proposés à la discussion. Contrairement à ce que souhaitait la CGT, à savoir l'inclusion dans toutes les négociations à venir d'une réflexion systématique sur le handicap, toutes les discussions récentes ne prendront pas en compte cette demande élémentaire.

En résumé, la priorité pour la direction est donc, comme trop souvent, l'argent avant les gens.

De plus, la direction parle toujours de "grands équilibres". Les OS devraient donc signer l'ensemble ou rien.

Ce grand principe revient peu ou prou à imposer à une partie de la population des régressions sociales pour améliorer le quotidien des autres. S'agit-il encore et toujours de diviser pour mieux régner ?

Les nouveaux embauchés contre les anciens :

Ces accords impliquent la perte de jours RTT pour les futurs recrutés, donc à terme des tensions entre les populations à 23 jours et celles à 12 jours, comme il en existe déjà chez les cadres au forfait ou aux 35 heures.

Les salarié(e)s tertiaires contre les opérationnels.

Amélioration des conditions du télétravail des uns contre création de temps de trajet non comptés comme du temps de travail effectif des autres, repoussant ainsi les limites des temps de fatigue et réduisant d'autant les temps de repos, imposant aux techniciens des heures de prise de service variables et impactant négativement la qualité de vie au travail, leur vie personnelle et leur santé. Bonus de 0 à 5 % pour les ETAM travaillant dans le tertiaire et de 0 à 10 % pour les techniciens.

Pour la CGT, dans l'ensemble de ces textes, outre la prise en compte des salarié(e)s handicapé(e)s, il manque cruellement deux principes fondamentaux, la liberté de choisir entre l'argent ou la vie personnelle et l'égalité de traitement entre tous les salariés.

Les autres OS, toujours enclines à servir les intérêts de la direction, ne s'en soucient guère, malgré une large désapprobation des personnes concernées.

Depuis longtemps la direction évoque le dialogue social mais peut-on réellement parler de dialogue quand la voix de l'un est prépondérante sur celle de l'autre ?

**Faudra-t-il vraiment que les perdants
de ces discussions cessent de travailler pour être entendus ?**